



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**STRATÉGIE
DE PRÉVENTION ET
DE LUTTE CONTRE
LA PAUVRETÉ**



STRATEGIE NATIONALE DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

**Comité de Pilotage
15 mars 2022**



Une ambition

Investir dans les solidarités

Lancée en septembre 2018 par le Président de la République, la **Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté (SNPLP)** a pour ambition d'agir contre les inégalités de destin et de permettre une égalité des chances réelles. Les maîtres-mots de cette **stratégie** ambitieuse sont "prévention" et "accompagnement".

Cinq engagements :



Un budget inédit mobilisé sur le plan national :



Des modalités d'actions innovantes : le pari d'une stratégie associant tous les acteurs concernés

- **Une nouvelle approche territoriale** basée sur l'animation territoriale (Commissaire à la lutte contre la pauvreté) et la **contractualisation avec les collectivités territoriales**,
- **La co-construction avec les acteurs** (groupes de travail thématiques, Conférences régionales, implication des associations, participation des personnes concernées, développement de l'engagement social des entreprises),
- **L'innovation sociale** (appels à manifestation d'intérêt nationaux, soutien de projets innovants au niveau local),
- **Une démarche active d'évaluation** (rapport d'exécution annuel, création d'une cartographie)

Des mesures initiales complétées par des mesures exceptionnelles liées à la crise sanitaire

1. Agir pour l'égalité des chances et les droits fondamentaux des enfants

- + de places et de mixité sociale dans les crèches
 - + de formation pour les professionnels de la petite enfance
 - + de centres sociaux dans les quartiers prioritaires
- Dédoublage des classes de CP et CE1 en REP et REP+
Petits déjeuners dans les écoles

2. Garantir un parcours de formation pour les jeunes, les aides à construire leur avenir

- Mise en œuvre de l'obligation de formation jusqu'à 18 ans
Garantie jeunes puis du Contrat d'engagement jeune (CEJ) dans le cadre du plan « 1 jeune, 1 solution »
- + d'accompagnement pour les jeunes sortants de l'ASE
 - + de Points accueil écoute jeunes

3. Renforcer l'accès aux droits et rendre la vie quotidienne plus facile

- + de formation pour les travailleurs sociaux
- Création de 100 nouveaux Points Conseil Budget (PCB)
Aides exceptionnelles aux familles et aux jeunes
Maintien des minimas sociaux
Renforcement de l'aide alimentaire
Mise à l'abri généralisée
- + de maraudes sociales

4. Lutter contre les inégalités de santé

- + de centres et maisons de santé
- Revalorisation des prestations sociales AAH, ASPA, du chèque énergie
100% santé et la complémentaire santé solidaire
Renfort des permanences d'accès aux soins de santé et déploiement de lits halte soins santé
Distribution de masques aux plus précaires
Mesures de soutien psychologique et psychique pour les personnes fragiles

5. Mieux accompagner vers l'activité pour sortir de la pauvreté

- + d'accompagnement global vers l'emploi
 - + de territoires zéro chômeurs
 - + de soutien à la mobilité
- Déploiement du service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE)
Recrutement de conseillers pour réduire la fracture numérique
Soutien à l'insertion par l'activité économique (IAE)

Un déploiement adapté aux spécificités de La Réunion

PILOTAGE

Le déploiement de la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte contre la Pauvreté (SNPLP) est coordonné au niveau national par la Délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté (DIPLP).

Localement, le pilotage est confié à **18 Commissaires à la lutte contre la pauvreté**, placés sous l'autorité des **préfets de région**. Ils ont un rôle « d'assembler » et d'animateur territorial de cette priorité gouvernementale.

Dans les **outre-mer**, les sous-préfets en charge de la cohésion sociale ont été nommés Commissaire à la lutte contre la pauvreté.

A La Réunion, la Commissaire à la lutte contre la pauvreté est ainsi Camille Daborne, sous-préfète chargée de mission Cohésion sociale et jeunesse, sous l'autorité du préfet de région Jacques Billant.

Le Commissaire assure la **coordination régionale et le pilotage interministériel de la stratégie**. Il pilote les contractualisations, notamment avec les collectivités.

L'objectif est de **déployer localement les mesures et les actions prévues dans la Stratégie nationale**. Il s'agit d'assurer le lien avec les services de l'État, en particulier la **Direction de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS)**, le **Rectorat**, l'**ARS**, la **Caisse d'allocations familiales**, mais également les **collectivités territoriales**, en particulier le **Conseil départemental**. Pôle Emploi, les missions locales, les associations et l'ensemble des acteurs du territoire sont également partie-prenante de la démarche.

Le commissaire veille aussi à la cohérence entre la Stratégie pauvreté et le déploiement du **SPIE (service public de l'insertion et de l'emploi)**. Il impulse la coordination entre les acteurs de l'insertion et de l'emploi et est garant de la cohérence de la mise en œuvre du volet mobilités inclusives.



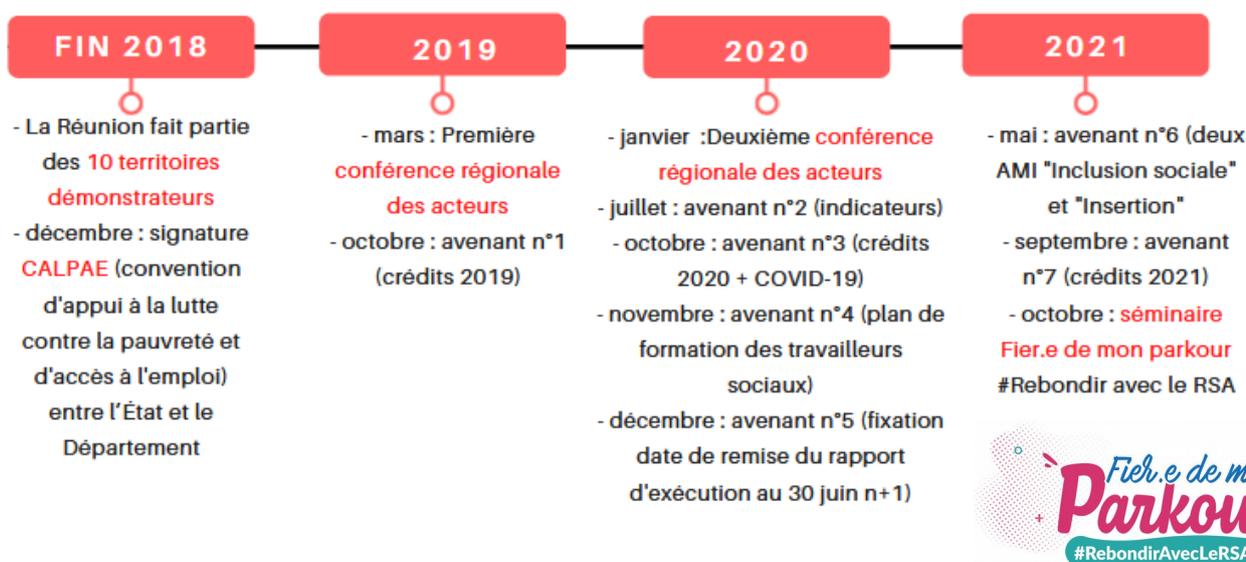
Préfet : Jacques BILLANT

Commissaire : Camille DAGORNE
camille.daborne@reunion.pref.gouv.fr

LEVIERS

- Une démarche basée sur la **co-construction et l'innovation sociale territoriale**
- Une **mobilisation interministérielle** des politiques publiques reposant sur un fonctionnement en **mode-projet**
- Une **contractualisation inédite** avec le Conseil départemental : des actions ciblées avec des objectifs, des moyens financiers et des indicateurs suivis dans le cadre d'une gouvernance partagée
- Une animation territoriale participative : **groupes thématiques**, temps d'échange avec les acteurs (conférence régionale, séminaire, réunions thématiques, soutien à la **participation** des personnes concernées,
- Des **crédits d'intervention** pour accompagner des projets locaux et associatifs
- **Une centaine de partenaires impliqués**
- **Plus de 200 projets financés par l'État et le Conseil départemental**

PARTENARIAT AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL



BUDGET

La Réunion est le territoire national bénéficiant de la **deuxième dotation** la plus importante de l'État au titre de la Stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Aux crédits de droit commun des mesures nationales (ex : places en crèches, petits déjeuners, complémentaire Santé Solidaire, mise en œuvre de l'obligation de formation) , **s'ajoutent des crédits spécifiques pilotés localement :**

- pour plus des 2/3, de façon contractualisée avec le Conseil départemental par le biais de la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi,
- pour près d'1/3, directement par l'État en local.

**Un budget à la hauteur des enjeux :
28,2 M€ mobilisés à La Réunion entre 2019 et 2021**

Ces crédits se décomposent par des crédits annuels à hauteur de 25,6 M€ sur la période :

	2019	2020	2021	Total
CALPAE Etat-CD	3,3 M€	8,7 M€	6,9 M€	18,9 M€
Etat local	1,2 M€	1,7 M€	3,8 M€	6,7 M€
Total	4,5M€	10,4 M€	10,7 M€	25,6 M€

S'y sont ajoutés, en **avril 2021, 2,6 M€** dans le cadre du plan **France Relance** (appel à projet « Plan de soutien aux associations de solidarités 2021-2022 », 21 lauréats).



CO-CONSTRUCTION IMPULSEE PAR L'ETAT ET LE DEPARTEMENT

Plus de 20 partenaires publics impliqués et/ou financés, dont :



Une centaine d'opérateurs œuvrant localement dans le champ des solidarités et de l'insertion soutenus, dont :



LES ACTIONS EN ŒUVRE POUR LE TERRITOIRE 2019 - 2021

Autour des 5 engagements nationaux



Agir pour l'égalité des chances et les droits fondamentaux des enfants

Faciliter les apprentissages et l'égalité des chances

ACCUEIL DES TOUTS PETITS

Près de 1 000 places ouvertes en Établissements d'Accueil du Jeune Enfant (EAJE) sur la période 2018-2021.

CAF

ACCUEIL DES TOUTS PETITS DANS LES TERRITOIRES LES PLUS FRAGILES

Le « bonus territoire » favorise l'implantation de structures d'accueils dans les territoires les plus fragiles. 17 structures bénéficiaires en 2021 sur les communes de Sainte-Marie, Saint-Benoît et Trois-Bassins.

CAF

MIXITÉ SOCIALE DANS LES MODES D'ACCUEIL DU JEUNE ENFANT

En 2020, le « bonus mixité sociale » permettant d'accueillir davantage d'enfants de familles précaires a bénéficié à 111 équipements – sur 140 – répartis sur 19 communes.

CAF

UNE OFFRE DE SERVICE GLOBALE ET DÉSENCLAVÉE AU PLUS PRÈS DES HABITANTS

Mise en œuvre d'un réseau de 11 micro-crèches itinérantes avec la mise en service de 6 nouveaux bébébus en 2022 pour desservir les écarts.

CAF – Association Baby Bus Itinérant

CRÈCHES AVIP

Labellisation de 19 crèches « À Vocation d'Insertion Professionnelle » (AVIP) en 2021 dont la mission est de favoriser l'accès à l'emploi de parents ayant de jeunes enfants (de moins de 3 ans).

CAF – Pôle Emploi – CD

PETITS DÉJEUNERS A L'ÉCOLE

Plus de 20 000 petits déjeuners distribués entre 2019 et 2020.

Rectorat

CLASSES PASSERELLES

Financement des nouvelles classes passerelles à partir de la rentrée 2022 pour favoriser l'intégration des enfants à l'école dès 2 ans et mieux accompagner les parents.

Rectorat – CAF – Communes

FORMATION DES PROFESSIONNELS DE LA PETITE ENFANCE

7 actions de formation financées en 2021 : 89 professionnels et 22 parents mobilisés

6 actions de formation financées pour 2022

Préfecture – Commissaire à La Lutte contre la pauvreté

PRISE EN CHARGE DES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCES SEXUELLES / INTRAFAMILIALES

1 505 jeunes pris en charge par l'unité de victimologie du CHU de La Réunion en 2020

Conseil départemental – CHU

Accompagner les parents

WEEK-ENDS PARENTALITE

496 enfants et parents accueillis

Conseil départemental

OUVRIR L'ÉCOLE AUX PARENTS POUR LA RÉUSSITE DES ENFANTS (OEPRE)

Favoriser l'intégration (amélioration des compétences linguistiques, sensibilisation aux valeurs de la République, accompagnement vers un projet professionnel) de parents d'élèves issus de la migration et de parents d'élèves créolophones : 527 parents accompagnés sur la période 2019-2021

CASNAV (Centre Académique pour la Scolarisation des élèves Nouvellement Arrivés)

FENÊTRE DES 1 000 PREMIERS JOURS : SOUTIEN PRÉCOCE A LA PARENTALITÉ

En 2020, 59 familles ont bénéficié d'ateliers de massage de bébés

Conseil départemental

RENOUER LES LIENS PARENTS ENFANTS

Ouverture de deux nouveaux espaces de rencontres parents / enfants labellisés

Financement de 5 associations de médiation familiale

Conseil départemental

OBSERVATOIRE DE LA PARENTALITÉ

Renforcement des moyens dédiés.

Conseil départemental – CAF

CENTRES SOCIAUX

2 nouveaux centres sociaux agréés.

CAF

Favoriser l'inclusion des enfants porteurs de handicap

CRÉATION DU PÔLE RESSOURCE HANDICAP

Pour faciliter l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les structures petite enfance et jeunesse

CAF – Conseil départemental

ACCUEIL DES ENFANTS PORTEURS DE HANDICAP DANS LES STRUCTURES PETITE ENFANCE

70 structures bénéficiaires du bonus handicap

CAF

Garantir un parcours de formation pour les jeunes, les aides à construire leur avenir

Prévention des sorties sèches des jeunes de l'ASE

ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES SORTANT DE L'ASE

En 2020, 50 jeunes ont bénéficié d'un accompagnement par deux associations pour leur permettre de s'inscrire dans un parcours serein et stable

5 jeunes en difficultés psychiques et psychologiques ont bénéficié d'un accompagnement vers l'accès à un logement

Conseil départemental – ADEPAPE – AJMD - Allons Déor

INCLUSION NUMÉRIQUE

Lutte contre la fracture numérique des collégiens boursiers de 6ème et des jeunes de l'aide sociale à l'enfance : 1 000 tablettes remises sur la période 2020-2021

Conseil départemental

Favoriser l'écoute des jeunes et lever les freins psychologiques

KOZE JEUNES

Ligne d'écoute, de soutien et d'orientation santé à destination des adolescents et jeunes adultes (12-25 ans), créée en 2020, et actions de sensibilisation à la santé mentale dans les établissements scolaires – 400 appels reçus – 141 relayages – 2 731 jeunes sensibilisés.

EPSMR – DEETS

Aller vers les jeunes désocialisés

PROGRAMMES TAPAJ et TAPEI

Permettre aux jeunes en situation de précarité de reprendre le contrôle de leur vie et de prévenir leurs conduites addictives via un accompagnement global et une activité professionnelle payée à la journée ne les engageant pas immédiatement sur la durée.

Plus de 80 jeunes en immersion professionnelle en 2021

Mission locale de l'Est– Mission Locale du Nord- Mission Intercommunale de l'Ouest - Addiction France - DEETS - ARS

RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS D'ÉDUCATEURS DE RUE

Permettre à des mineurs de 16-25 ans, en voie de marginalisation, de retisser des liens avec la société.

Appel à projet lancé en 2021 – 4 acteurs retenus : ACSAI, APPEI, Croix Rouge, SCOPAD

Deuxième appel à projets prévu en 2022

Conseil départemental

Lever les freins à l'insertion sociale et professionnelle

OBLIGATION DE FORMATION

Convention partenariale validée le 10 septembre 2021 par tous les partenaires :

État, Conseil régional, Rectorat, DAAF, Conseil départemental, ARML - Missions locales

Mise en place de « parcours personnalisés pour les jeunes de 16 à 18 ans en outre-mer »

Faire découvrir aux jeunes concernés par l'obligation de formation des métiers, proposer un accompagnement axé sur leurs souhaits, compétences, capacités et construire leurs projets professionnels.

Appel à projets 2021 - Projets Tip Top Challenge et ReeLife portés par les missions locales sélectionnés – Objectif : 533 jeunes accompagnés
Préfecture - DEETS

PACEA ET CEJ

En 2020, 5 073 jeunes accompagnés dans le cadre d'un parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie (PACEA) et 2 804 dans le cadre de la Garantie Jeunes

En 2021, 6 566 jeunes accompagnés dans le cadre d'un PACEA et 5 158 dans le cadre de la Garantie Jeunes.

Missions locales

Déploiement du CEJ au 1^{er} mars 2022

Missions locales – Pôle Emploi – DEETS - Préfecture

TRAJECT OI

Dispositif pour favoriser l'inclusion et l'intégration des jeunes de l'Océan Indien.

60 jeunes accompagnés en 2021 avec 40 sorties positives (Garantie jeunes, emploi, formation, en mobilité ou à Attitudes Pro).

Mission Intercommunale de l'Ouest

Élargissement en 2022 à l'ensemble des missions locales

Renforcer l'accès aux droits, rendre la vie quotidienne plus facile

Lutte contre le sans abris

ACCÈS AUX DROITS SOCIAUX ET AU LOGEMENT

Développer les accueils de jour pour favoriser l'accès aux droits sociaux et l'entrée dans un logement pour les personnes à la rue

DEETS – Fondation Abbé Pierre – AREP – Croix-Rouge

KOULER LO KER

Développer l'estime et la confiance en soi des personnes sans abri

Ouverture du premier salon de coiffure itinérant solidaire à destination des sans-abris et offrant un service de coiffure, massage et ongles

KOULÈR LO KÈR - DEETS

Lutter contre l'illettrisme et L'illectronisme

IDEA BOX

Déploiement d'une médiathèque en kit pour participer à la lutte contre l'illettrisme et ses conséquences en favorisant l'accès à la culture pour tous dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et dans les écarts

400 personnes touchées en 2021

Croix-Rouge – DEETS

FORMATION SUR LES SAVOIRS DE BASE POUR LES PERSONNES EN PEC DANS LES ECOLES DE SAINT-DENIS

Itinéraire de formation proposé à des personnes en PEC en situation d'illettrisme et d'illectronisme pour l'apprentissage des bases du français, calcul et informatique

16 personnes concernées en 2021

Mairie de Saint-Denis – DEETS

Favoriser l'accès et le maintien au logement des ménages précaires

INTERMÉDIATION LOCATIVE

Favoriser l'accès au logement de familles en difficultés en proposant un accompagnement adapté. 812 personnes vulnérables ont pu accéder à un logement entre 2019 et 2020.

Agence immobilière à Vocation Sociale - Soleil - Conseil départemental

ACCÈS DES PERSONNES VULNÉRABLES A UN LOGEMENT AUTONOME DANS LE PARC SOCIAL

Favoriser l'accès de personnes confrontées à un cumul de difficultés à un logement autonome dans le parc social. En 2020, 395 ménages suivis (Généralisation des commissions de labellisation Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées).

ADIL – Conseil Départemental

COORDINATION 1ER ACCUEIL

Assurer la coordination et le développement des plateformes d'accès et d'accompagnement aux droits (logement, santé, droits sociaux) et expérimenter de nouvelles formes d'allers-vers pour permettre aux personnes de sortir de la rue.

AREP – FAP – CRF

PRÉVENTION DES EXPULSIONS LOCATIVES

Renforcement des moyens au service de la prévention des expulsions locatives et territoire lauréat de la mise en œuvre accélérée de la politique du Logement d'abord

ADIL – ESF - DEETS

MAISONS D'URGENCE INTERCOMMUNALES

Créer des places d'hébergement d'urgence pour la mise à l'abri de locataires logés dans des conditions indignes ou de personnes sans domicile fixe en attente d'un relogement définitif connues et accompagnées par les services sociaux

36 personnes concernées en 2021

Allons Déor – CIAS - DEETS

Accès à l'alimentation

CROIX-ROUGE SUR ROUE

Dispositif itinérant alliant aide alimentaire de proximité et insertion sociale

8 permanences dans les écarts de 7 communes

3 348 personnes accompagnées pour 1 873 colis distribués sur la période 2018-2021

Croix-Rouge - Conseil départemental

RENFORCEMENT DES DISPOSITIFS D'AIDE ALIMENTAIRE

En 2020, 130 000 bénéficiaires de l'aide alimentaire, ticket service État et Conseil départemental

Conseil départemental – DEETS

Conseil budgétaire et prévention du surendettement

POINTS CONSEIL BUDGET

Accompagner toute personne en difficulté financière et prévenir le surendettement

5 points conseils budget et 1 point conseil budget mobile déployés de 2019 à 2021

Près de 1 000 personnes reçues ou accompagnées sur la période 2019-2021

AREP- ESF Réunion - Croix-Rouge – CCAS de Saint-Louis – CAF - DEETS

Co-construire les solutions avec les personnes concernées

PARTICIPATION DES PERSONNES CONCERNÉES

Accompagner et développer la participation des personnes concernées dans les différentes instances publiques: en 2020, 47 personnes mobilisées et en 2021, 189 personnes mobilisées
FAS-OI - DEETS

Lutter contre les inégalités de santé

PANIER DE SOINS

42 808 personnes ont bénéficié du panier de soins : lunettes, dentaire et audioprothèse avec le « zéro » reste à charge en 2020
CGSS

COMPLÉMENTAIRE SANTÉ SOLIDAIRE

370 156 personnes bénéficiaires à La Réunion – 43 % de la population
CGSS

LIGNE URGENCE PRÉCARITÉ

Signalement par des médecins généralistes / pharmaciens et ouverture rapide des droits d'un assuré en attente de soins imminents : 347 signalements en 2019, 806 en 2020
CGSS

PASS CHU

Ouverture des droits en urgence des patients signalés par la Permanence d'Accès aux Soins et à la Santé (PASS) : 875 bénéficiaires en 2019, 766 en 2020
CHU

ÉQUIPE MOBILE DE SANTÉ MENTALE / PRÉCARITÉ

149 personnes suivies en 2020
CHU Sud

AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES AVEC LEURS ENFANTS EN CENTRE DÉDIÉ

En 2020, 92 ménages accueillis au sein des 3 SAUT, soit 194 femmes et 102 enfants
SAUT – DEETS

LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE

Actions en faveur de la lutte contre la précarité menstruelle chez les étudiantes, les jeunes scolarisées et les femmes en situation de vulnérabilité ou de précarité
Université de La Réunion – Rectorat – DRDFE - DEETS

Mieux accompagner vers l'activité pour sortir de la pauvreté

Lever les freins à l'insertion

RECENTRALISATION DU RSA

Appui à la réforme en cours (outils, animation, formations)
CAF – CD – Pôle Emploi – Missions locales

REPRENDRE UN PARCOURS D'INSERTION : ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DES BÉNÉFICIAIRES DU RSA

En 2020 /2021 : 1300 bénéficiaires du RSA accompagnés par des binômes « travailleur social du Conseil départemental et conseiller de Pôle emploi »
CAF – Conseil département – Pôle Emploi

HORIZON

Remobilisation des personnes sans emploi vers un projet de formation et ou d'insertion avec les chantiers d'auto-réhabilitation comme levier principal.

5 personnes accompagnées en 2021

Compagnons bâtisseurs - DEETS

Développer le secteur de l'insertion par l'activité économique

SEVE

Formation des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) à développer des méthodes d'accompagnement social et de relation à l'entreprise pour augmenter les sorties à l'emploi durable des salariés en insertion.

1 SIAE pilote sélectionnée – 10 SIAE sensibilisées – 60 professionnels informés et sensibilisés

FAS-OI - DEETS

SOUTIEN A LA CRÉATION D'ACTIVITÉS DANS LES ENTREPRISES D'INSERTION

Plus de 20 projets d'actions démarrés depuis 2019.

URSIAE - DEETS

Engagement social des entreprises

Soutien au déploiement de la Fondation FOND'KER regroupant près de 70 entreprises réunionnaises engagées pour des actions solidaires et d'insertion

48 projets financés et accompagnés

300 000 € d'actions financées sur 2020-2021

6 personnes SDF et 2 familles relogées

Plus de 6 000 bénéficiaires de colis alimentaires

Plus de 4 000 heures de bénévolat des membres

FOND'KER- DEETS

PERSPECTIVES 2022

- **Prolongation** possible des CALPAE en 2022, sous la forme d'une **nouvelle convention** ;
- **Priorité** donnée à l'**insertion** (délai et effectivité de l'orientation et de l'accompagnement socio-professionnel des allocataires du RSA, modernisation des systèmes d'informations, déploiement de la garantie d'activité et des mesures de mobilité solidaire, etc.) ;
- **Sortie** de la mesure « Prévention de toute sortie sèche pour les jeunes majeurs de l'ASE » du périmètre des CALPAE (possible transfert vers Conventions prévention et de protection de l'enfance – **CPPE**) ;
- **Articulation** des CALPAE avec les autres conventions et projets transversaux : Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) ; convention sur l'accompagnement global ; recentralisation du RSA ; Schéma départemental des services aux familles, Programme départemental d'insertion ; Contrats de relance et de transition écologique ; Contrat de ville, etc. ;
- **Évaluation, reporting et conventionnement** : Commissaires à la lutte contre la pauvreté en charge de la négociation, de la coordination et du pilotage des conventions, sous l'autorité des préfets et avec l'appui de la DEETS ; engagement d'un dialogue de performance avec les Conseils départementaux ;
- **Faire connaître** sur le territoire les projets : mise en ligne de la **cartographie**, actions de **valorisation** et d'**échange**.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
RÉUNION**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Contact :

Camille Dagorne, Commissaire à la lutte contre
la pauvreté
camille.dagorne@reunion.pref.gouv.fr

@ générique :
Dr974.strategiepauvrete@deets.gouv.fr

Contact presse :

Service de communication interministérielle

communication@reunion.gouv.fr